ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture et par le Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale, le 18 mars 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur l'enseignement par correspondance" , a donné le 26 mars 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer , de 18e maart 1964 door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur en door de Minister van Cultuur ,Adjunct voor Nationale Opvoeding , verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het schriftelijk onderwijs", heeft de 26e maart 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objets principaux d'organiser l'enseignement de l'Etat par correspondance et de fixer les conditions auxquelles l'enseignement par correspondance organisé par d'autres personnes publiques ou par des personnes privées doit satisfaire pour bénéficier des subventions de l'Etat.

\+

\+ +

Après avoir déterminé la nature de l'enseignement qu'il crée, le projet prévoit que les cours de l'Etat sont créés par arrêté royal délibéré en conseil des Ministres et que le Roi en règle les modalités de fonctionnement et d'organisation.

Les cours de l'Etat sont gratuits.

Il est créé une inspection de l'enseignement par correspondance, un Conseil de perfectionnement de l'enseignement par correspondance et un Conseil supérieur de l'enseignement par correspondance.

En ce qui concerne les subventions, le projet, après avoir défini les conditions générales auxquelles les cours par correspondance doivent satisfaire pour être admis aux subventions, détermine les conditions auxquelles sont accordées les subventions-traitements et les subventions de fonctionnement.

Enfin, sous l'intitulé "De la déontologie de l'enseignement par correspondance", le projet fixe diverses règles destinées à réprimer certains abus dans le domaine de l'enseignement par correspondance.

\+

\+ +

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Le projet reprend de nombreuses dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, notamment les dispositions relatives à l'octroi des subventions.

Les observations qui suivent concernent principalement des dispositions nouvelles ou la manière dont les dispositions de la loi du 29 mai 1959 ont été transposées dans le projet.

Article 1er.

La nature propre de l'enseignement par correspondance et la notion de cours par correspondance sont commentées dans l'exposé des motifs.

Suivant l'exposé des motifs la notion de "pouvoir organisateur" est définie conformément à la loi du 29 mai 1959; cette loi en donne la définition suivante : "Le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement est l'autorité, la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui en assume(nt) la responsabilité".

La définition donnée par le projet n'est pas entièrement conforme à cette disposition.

.../...

Article 2.

L'article 2, alinéa 1er, limite l'enseignement par correspondance de l'Etat à la préparation :

1° aux épreuves à subir devant les jurys d'examen constitués par l'Etat, à l'exception des jurys d'examen prévus à l'article 40 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

2° aux examens et concours administratifs organisés par l'Etat, les autres pouvoirs publics ou par des organismes d'intérêt public.

La notion de "pouvoirs publics" n'est définie dans aucun texte légal. Suivant la définition du dictionnaire juridique de Capitant, les pouvoirs publics sont des autorités ou des corps constitués titulaires du pouvoir d'imposer des règles ou de donner des ordres aux citoyens. L'Etat, les provinces et les communes sont des pouvoirs publics, mais d'autres autorités peuvent être investies d'un pouvoir réglementaire et d'un pouvoir d'injonction.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, le projet vise les examens et concours organisés par l'Etat, les provinces, les communes et les organismes d'intérêt public.

.../...

D'autre part, par examens et concours "administratifs" il faut entendre les examens et concours d'entrée dans l'administration, ou de promotion. Le projet pourrait, à cet égard, s'inspirer des termes utilisés par la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"L'Etat organise un enseignement par correspondance préparant aux épreuves à subir devant les jurys d'examen institués par lui, à l'exception de ceux qui sont prévus à l'article 40 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, ainsi qu'aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des organismes d'intérêt public. Il crée, lorsque le besoin s'en fait sentir, les cours nécessaires à cet effet".

Article 3.

L'article 17, alinéa 2, de la Constitution, en vertu duquel l'instruction publique donnée aux frais de l'Etat doit être réglée par la loi, implique que la loi elle-même doit fixer les principes généraux d'organisation de toute forme d'enseignement de l'Etat.

Le projet dispose que les cours de l'Etat sont créés par arrêté royal délibéré en conseil des Ministres et que "les modalités de fonctionnement et d'organisation sont réglées par le Roi" (article 3).

.../...

Le projet donne ainsi au Roi le pouvoir de fixer des règles fondamentales qui détermineront l'organisation de l'enseignement de l'Etat, notamment en ce qui concerne l'administration et la direction de cet enseignement, ainsi que les conditions de nomination du personnel enseignant. Il appartiendra au **législateur** d'apprécier si ces délégations se concilient avec les principes de l'article 17, alinéa 2, de la Constitution.

Articles 6 et 7.

Ces articles créent un Conseil de perfectionnement de l'enseignement par correspondance de l'Etat et un Conseil supérieur de l'enseignement par correspondance, le premier pour l'enseignement de l'Etat, le second pour l'enseignement subventionné.

L'exposé des motifs précise que : "Ces deux conseils grouperont des représentants desdits enseignements, des représentants des milieux économiques (Secrétariat permanent de recrutement, employeurs, syndicats) et des membres de l'inspection".

Le projet se borne à disposer, à cet égard, que la composition des conseils est fixée par le Roi. Les pouvoirs du Roi en la matière ne sont donc limités d'aucune manière.

Si la représentation des divers intérêts au sein des conseils constituait, dans l'intention du Gouvernement, une condition de la régularité de la composition de ces conseils, cette représentation au sein des conseils devrait être précisée dans les articles 6 et 7 du projet.

.../...

Article 8.

Le système d'octroi des subventions organisé par l'article 8 du projet est inspiré du système prévu par l'article 24 de la loi du 29 mai 1959.

Le § 1er dispose que peuvent être admis aux subventions les cours par correspondance "qui offrent un enseignement de qualité, principalement en ce qui concerne le niveau et l'organisation des études et l'enseignement individuel donné à chaque élève".

Selon les commentaires de l'exposé des motifs relatifs à l'article 8, l'exigence d'un enseignement de qualité doit permettre d'écarter des subventions certaines pratiques "qui n'ont rien de commun avec un cours par correspondance".

La définition de la notion de cours par correspondance donnée dans l'article 1er du projet est suffisamment précise pour éliminer du champ d'application de la loi des procédés d'enseignement par correspondance qui ne présenteraient pas les garanties de qualité requises; les mots "qui offrent un enseignement de qualité, principalement en ce qui concerne le niveau et l'organisation des études et l'enseignement individuel donné à chaque élève" devraient donc être omis.

Au sujet de l'alinéa 2, il y a lieu d'observer ce qui suit :

- au 7°, les mots "dotée de la personnalité juridique" sont superflus et doivent être omis;

.../...

- au 8°, le projet ne précise pas les "garanties effectives" d'une saine gestion financière que les pouvoirs organisateurs devront produire, ni la manière dont la preuve en sera apportée.

Le projet n'est pas plus précis en ce qui concerne les agents des pouvoirs organisateurs dont la conduite doit être irréprochable. Il conviendrait aussi que le projet définisse ce qu'il faut entendre par "agents des pouvoirs organisateurs" et par "conduite irréprochable".

Il est proposé de rédiger le § 1er, alinéa 2, comme suit :

"Un cours est subventionné lorsqu'il est organisé conformément aux dispositions de la présente loi. Il faut en outre :

1° qu'il prépare à des épreuves... (comme au projet) ...;

2° que le programme en soit conforme aux prescriptions légales ou qu'il ait été approuvé par ... (comme au projet) ...;

3° qu'il soit soumis au contrôle ... (comme au projet) ...;

4° qu'il compte le nombre minimum d'élèves ... (comme au projet) ... ;

5° qu'il ait compté un pourcentage minimum fixé par le Roi, d'élèves qui ont satisfait ... (comme au projet)...;

6° que soient produits les travaux effectués par les élèves visés au 5°;

7° qu'il soit organisé par une personne physique ou morale qui en assume toute la responsabilité;

8° qu'il soit dispensé par un pouvoir organisateur ... (voir l'observation ci-dessus) ...".

.../...

Article 9.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, il faut entendre, pour l'application de l'article 9, par pouvoir public, toute personne publique.

Il y aurait lieu, dès lors, de remplacer les mots "pouvoirs publics" par les mots "personnes publiques".

Article 13.

Le 3° prévoit que les subventions-traitements ne sont accordées qu'à ceux "qui possèdent les titres requis pour la même fonction dans l'enseignement par correspondance de l'Etat ... ".

Il y a lieu d'observer que le projet ne contient aucune règle qui détermine les titres requis pour l'enseignement par correspondance de l'Etat et ne donne même aucune directive au Roi à ce sujet. Cette observatin vaut aussi pour l'article 14.

Article 16.

Les alinéas 2 et 3 disposent que les subventions scnt calculées par page de cours distribuée à chaque élève et que le montant des subventions est fixé par arrêté royal.

.../...

Selon l'exposé des motifs, "des précisions seront nécessaires quant au format des pages et au volume des leçons et des cours. Ces précisions feront l'objet d'un arrêté royal qui fixera le mode de calcul de ces subventions".

Eu égard à l'intention exprimée dans l'exposé des motifs, il conviendrait de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"Le montant de ces subventions est calculé suivant les règles établies par le Roi".

+

+ +

Les articles 20 à 24 sont groupés sous un chapitre intitulé : "De la déontologie de l'enseignement par correspondance".

Ces dispositions ont pour but, selon l'exposé des motifs, de "restaurer le crédit de l'enseignement par correspondance auprès du public belge, dans l'intérêt même de ceux qui entendent agir honorablement". Il s'agit, en fait, de préserver l'élève de certaines pratiques abusives qui se sont développées dans l'enseignement par correspondance, et d'interdire toute publicité fallacieuse, sous quelque forme que ce soit.

Eu égard au contenu des dispositions groupées dans ce chapitre, il paraîtrait plus adéquat d'intituler ce chapitre "De l'interdiction de certaines pratiques".

+

.../...

Article 20.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, en obligeant le pouvoir organisateur à s'engager par écrit, l'article 20 a pour objet de protéger l'élève contre certaines pratiques qui tiennent de la fraude et de l'abus de confiance .

A cet effet, il serait utile que le projet prévoie que le contrat doit être rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes ayant un intérêt distinct et qu'il détermine avec précision les obligations pécuniaires des élèves.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 20 comme suit :

"Article 20.-

§ 1er. Les cours payants d'enseignement par correspondance doivent faire l'objet d'un contrat rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes ayant un intérêt distinct.

§ 2. Les contrats ayant pour objet des cours payants d'enseignement par correspondance doivent mentionner :

1° les obligations des pouvoirs organisateurs quant au programme et à la durée des cours, quant à la périodicité des envois et à la correction des travaux;

2° le montant du droit d'inscription, du minerval et de tous frais quelconques qui pourraient être imposés à l'élève.

§ 3. Toute clause tendant à imposer à l'élève un paiement anticipatif pour plus de trois mois de cours est réputée non écrite".

.../...

Article 21.

Il résulte des explications données par le fonctionnaire délégué, que l'obligation de mentionner la dénomination sociale ne s'impose qu'aux personnes morales, tandis que la mention "enseignement par correspondance" est obligatoire sur les documents qui émanent tant des personnes physiques que des personnes morales.

Le texte suivant traduirait mieux ces intentions :

"Article 21.-

Tous les actes, contrats, publications, documents publicitaires et autres pièces émanant des pouvoirs organisateurs des cours par correspondance doivent porter la mention, écrite lisiblement et en toutes lettres : "enseignement par correspondance" et, s'il échet, indiquer la dénomination sociale".

Le projet de loi sur l'enseignement par correspondance ne contient aucune disposition abrogatoire.

Or, le projet de budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'année 1964 (Doc. parl., Sénat, session 1963-1964, n° 5-XIX) contient un article 12 autorisant le Roi à organiser, sous forme de cours par correspondance, un enseignement destiné à préparer aux examens qui devraient être subis devant les jurys centraux de l'enseignement secondaire. L'alinéa 2 de cet article valide l'organisation de cet enseignement pendant les exercices budgétaires 1959 à 1963.

.../...

Si le projet actuellement soumis à avis devenait loi avant la fin de l'exercice budgétaire 1964, il y aurait lieu d'abroger l'article 12, alinéa 1er, de la loi budgétaire, et de modifier éventuellement l'alinéa 2 du même article.

Hoofddoel van het ontwerp van wet is het organiseren van schriftelijk Rijksonderwijs en het vaststellen van de voorwaarden waaraan het door andere publiekrechtelijke of door private personen ingericht schriftelijk onderwijs moet voldoen om Staatstoelagen te genieten.

\+

\+ +

Na de aard van het onderwijs dat het instelt te hebben bepaald, zegt het ontwerp, dat de Rijksleergangen worden opgericht bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit en dat de Koning de wijze van werking en organisatie ervan bepaalt.

De Rijksleergangen zijn kosteloos.

Er wordt een inspectie van het schriftelijk onderwijs, een Verbeteringsraad voor het schriftelijk onderwijs en een Hoge Raad voor het schriftelijk onderwijs ingesteld.

Inzake toelagen bepaalt het ontwerp de algemene voorwaarden waaraan schriftelijke leergangen moeten voldoen om ervoor in aanmerking te komen, en voorts de voorwaarden waaronder weddetoelagen en werkingstoelagen worden verleend.

Onder het opschrift "De plichtenleer voor het schriftelijk onderwijs" ten slotte stelt het ontwerp regelen ter bestrijding van misbruiken inzake schriftelijk onderwijs.

\+

\+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Veel bepalingen van het ontwerp, met name die over het verlenen van toelagen, zijn ontleend aan de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs.

In wat volgt is vooral aandacht besteed aan de nieuwe bepalingen of aan de wijze waarop de bepalingen uit de wet van 29 mei 1959 in het ontwerp zijn overgenomen.

Artikel 1.

De eigen aard van het schriftelijk onderwijs en het begrip "schriftelijke leergang" worden in de memorie van toelichting gecommentarieerd.

Volgens die memorie is het begrip "inrichtend bestuur" bepaald overeenkomstig de wet van 29 mei 1959; die wet omschrijft het als volgt : "De inrichtende macht van een onderwijsinrichting zijn de overheid, de natuurlijke persoon of de rechtspersoon of -personen die er de verantwoordelijkheid voor op zich nemen".

De begripsomschrijving uit het ontwerp is niet geheel dezelfde.

.../...

Artikel 2.

Artikel 2, eerste lid, beperkt het schriftelijk Rijksonderwijs tot de voorbereiding :

1° op examens voor commissies die door de Staat zijn samengesteld, afgezien van de examencommissies vernoemd in artikel 40 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens;

2° op al dan niet vergelijkende administratieve examens, uitgeschreven door de Staat, door andere openbare besturen of door instellingen van openbaar nut.

Het begrip "openbare besturen" is in geen wettekst omschreven. Capitant in zijn "Vocabulaire juridique" geeft als definitie : "les pouvoirs publics sont des autorités ou des corps constitués titulaires du pouvoir d'imposer des règles ou de donner des ordres aux citoyens". De Staat, de provincies en de gemeenten zijn openbare besturen, maar andere overheden kunnen bevoegdheid krijgen om verordeningen vast te stellen en bevelen te geven.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, beoogt het ontwerp de al dan niet vergelijkende examens, uitgeschreven door Staat, provincies, gemeenten en instellingen van openbaar nut.

.../...

"Administratief" zijn zulke examens, als zij met het oog op toegang tot de administratie of op bevordering zijn uitgeschreven. Wat dat betreft, zou het ontwerp kunnen werken met de termen die gebruikt zijn in de wet van 29 maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, het eerste lid als volgt te lezen :

"De Staat organiseert schriftelijk onderwijs, dat voorbereidt op de examens vóór de examencommissies welke hij opricht, met uitzondering van de commissies bedoeld in artikel 40 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, alsook op de al dan niet vergelijkende examens uitgeschreven door de besturen van Staat, provincies, gemeenten en instellingen van openbaar nut. Wanneer daaraan behoefte bestaat, richt hij de daartoe nodige leergangen in".

Artikel 3.

Artikel 17, tweede lid, van de Grondwet, krachtens hetwelk het openbaar onderwijs, op Staatskosten gegeven, door de wet moet worden geregeld, impliceert dat de wet zelf de algemene beginselen voor het organiseren van enige vorm van Rijksonderwijs moet bepalen.

Het ontwerp bepaalt dat de Rijksleergangen "worden opgericht bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit" en dat "de wijze van werking en organisatie door de Koning wordt bepaald" (artikel 3).

.../...

Daarmee machtigt het ontwerp de Koning tot het vaststellen van fundamentele regelen waarop het Rijksonderwijs wordt georganiseerd, met name wat het beheer en de leiding ervan betreft, en van de voorwaarden inzake benoeming van onderwijzend personeel. Het is zaak van de wetgever te oordelen of die overdrachten van bevoegdheid bestaanbaar zijn met de beginselen van artikel 17, tweede lid, van de Grondwet.

Artikelen 6 en 7.

Deze artikelen stellen een Verbeteringsraad voor het schriftelijk onderwijs van de Staat en een Hoge Raad voor het schriftelijk onderwijs in, de eerste voor het Rijksonderwijs, de tweede voor het gesubsidieerd onderwijs.

De memorie van toelichting verklaart : "Beide raden zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van deze twee onderwijssectoren, vertegenwoordigers van de economische wereld (Vast Wervingssecretariaat, werkgevers, syndicaten) en leden van de inspectie".

In dat opzicht zegt het ontwerp alleen dat de Koning de samenstelling van de raden bepaalt. Op 's Konings macht ligt dus wat dat betreft geen beperking.

Is de vertegenwoordiging van de onderscheiden belangengroepen in de raden, volgens de Regering, een voorwaarde voor de regelmatige samenstelling van die raden, dan zou zij in de artikelen 6 en 7 van het ontwerp nader moeten worden omschreven.

.../...

Artikel 8.

De regeling van artikel 8 voor het verlenen van de toelagen gaat uit van de regeling bepaald in artikel 24 van de wet van 29 mei 1959.

Paragraaf 1 bepaalt, dat in de toelageregeling kunnen worden opgenomen de schriftelijke leergangen "die aan de leerlingen kwaliteitsonderwijs bieden vooral dan wat betreft het peil en de organisatie van het onderwijs en het individueel onderwijs dat aan iedere leerling verstrekt wordt".

Volgens de commentaar welke de memorie van toelichting bij artikel 8 geeft, dient de eis, dat kwalitatief hoogstaand onderwijs moet worden verstrekt, om onderwijspraktijken "die niets gemeens hebben met een schriftelijke leergang" buiten de toelageregeling te sluiten.

De omschrijving van het begrip "schriftelijke leergang" in artikel 1 van het ontwerp is nauwkeurig genoeg opdat daarmee die onderwijsmethoden, die niet de vereiste kwaliteitswaarborgen mochten bieden, buiten de werkingssfeer van de wet worden gesloten ; de woorden "die aan de leerlingen kwaliteitsonderwijs bieden vooral dan wat betreft het peil en de organisatie van het onderwijs en het individueel onderwijs dat aan iedere leerling verstrekt wordt" zouden dus moeten vervallen.

In verband met het tweede lid moet het volgende worden opgemerkt :

.../...

- onder 7° moeten de woorden "met rechtspersoonlijkheid" als overbodig vervallen ;

- onder 8° zegt het ontwerp niet welke "werkelijke waarborgen" voor een gezond financieel beheer de inrichtende overheden moeten bieden, noch hoe het bewijs daarvan moet worden geleverd.

Het ontwerp is niet duidelijker wat betreft de personeelsleden van de "inrichtende besturen", wier gedrag onberispelijk moet zijn. Het ontwerp zou ook moeten bepalen wat moet worden verstaan onder "personeelsleden van de inrichtende besturen" en onder "onberispelijk gedrag".

Voorgesteld wordt § 1, tweede lid, als volgt te lezen :

"Een leergang wordt gesubsidieerd wanneer hij georganiseerd is overeenkomstig de bepalingen van deze wet. Bovendien :

1° moet hij voorbereiden op de examens ... (zoals in het ontwerp) ... ;

2° moet het leerplan overeenkomen met de wetsvoorschriften of goedgekeurd zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid de Nationale Opvoeding behoort ;

3° moet hij onderworpen zijn aan de controle en de inspectie, door deze wet ingesteld ;

4° moet hij gevolgd worden door een minimumaantal leerlingen, vastgesteld ... (zoals in het ontwerp) ... ;

.../...

5° moet hij een door de Koning vastgesteld minimumpercentage leerlingen tellen, die geslaagd zijn voor het examen ... (zoals in het ontwerp) ... ;

6° moeten de werken worden voorgelegd welke de onder 5° genoemde leerlingen hebben gemaakt ;

7° moet hij georganiseerd zijn door een natuurlijke persoon of door een rechtspersoon, die daarvoor volledig verantwoordelijk is ;

8° moet hij verstrekt worden door een inrichtend bestuur ... (zie de opmerking hiervoren) ...".

Artikel 9.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet voor de toepassing van artikel 9 onder "openbaar bestuur" worden verstaan enige overheidspersoon.

Derhalve vervange men de woorden "openbare besturen" door "overheidspersonen".

Artikel 13.

De tekst onder 3° bepaalt, dat de weddetoelagen slechts worden verleend aan hen die "in het bezit zijn van de bekwaamheidsbewijzen die voor dezelfde functie vereist zijn in het schriftelijk onderwijs van de Staat...".

.../...

Op te merken valt, dat het ontwerp nergens bepaalt, welke bekwaamheidsbewijzen voor het schriftelijk onderwijs van de Staat vereist zijn, en dat het de Koning dienaangaande geen richtlijnen geeft. Die opmerking geldt ook voor artikel 14.

Artikel 16.

Het tweede en het derde lid bepalen, dat de toelagen worden berekend per bladzijde les, die aan elke leerling wordt uitgedeeld, en dat het bedrag van die toelagen bij koninklijk besluit wordt vastgesteld.

De memorie van toelichting zegt hierover dat "nadere toelichtingen zullen moeten verstrekt worden omtrent het formaat van de bladzijden en de omvang van lessen en leergangen. Die toelichtingen zullen bepaald worden in een koninklijk besluit, dat de wijze van berekening van die toelagen zal bepalen".

Gelet op de bedoeling zoals de memorie van toelichting ze weergeeft, leze men het derde lid als volgt :

"Het bedrag van die toelagen wordt berekend volgens de regelen welke de Koning bepaalt".

\+

\+ \+

De artikelen 20 tot 24 staan samen onder een hoofdstuk "De plichtenleer voor het schriftelijk onderwijs".

.../...

Volgens de memorie van toelichting hebben die bepalingen tot doel "bij het Belgisch publiek het vertrouwen in het schriftelijk onderwijs te herstellen en dit in het belang zelf van diegenen die op eerlijke wijze willen handelen". In feite gaat het erom, de leerling te beschermen tegen sommige misbruiken die zich in het schriftelijk onderwijs hebben voorgedaan, en iedere misleidende publiciteit, onder enigerlei vorm, te verbieden.

Gelet op de inhoud van de bepalingen van dat hoofdstuk , zou het opschrift beter kunnen worden gelezen : "Verbod van bepaalde praktijken".

+

Artikel 20.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt artikel 20, waar dit het inrichtend bestuur tot het aangaan van een schriftelijke verbintenis verplicht, de leerling te beschermen tegen bepaalde praktijken die sterk gelijken op bedrog en misbruik van vertrouwen.

Te dien einde ware het nuttig in het ontwerp te stellen, dat het contract in zoveel exemplaren moet worden opgemaakt als er partijen met verschillend belang zijn, en nauwkeurig de geldelijke verplichtingen van de leerlingen te bepalen.

.../...

Gelet op deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 20 als volgt te lezen :

"Artikel 20.-

§ 1. Voor schriftelijke leergangen tegen betaling moet een contract worden opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen met een onderscheiden belang zijn.

§ 2. De contracten betreffende schriftelijke leergangen tegen betaling moeten vermelden :

1° de verplichtingen van de inrichtende overheden wat het leerplan, de duur van de leergangen, de periodiciteit van de verzending en de verbetering van de werken betreft ;

2° het bedrag van het inschrijvingsgeld, van het lesgeld en van alle kosten die de leerling mochten worden opgelegd.

§ 3. Ieder beding dat strekt om de leerling vooruit te doen betalen voor meer dan drie maanden les, wordt als niet geschreven beschouwd".

Artikel 21.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de vermelding van de "maatschappelijke benaming" alleen verplicht voor rechtspersonen, terwijl de vermelding "schriftelijk onderwijs" moet worden aangebracht op de stukken die uitgaan zowel van natuurlijke personen als van rechtspersonen.

.../...

Een en ander zou beter tot uiting komen in de volgende tekst :

"Artikel 21.-

Alle akten, contracten, publicaties, reclamegeschriften en andere stukken uitgaande van besturen die schriftelijke leergangen organiseren, moeten, leesbaar en voluit, vermelden : "schriftelijk onderwijs" en , in voorkomend geval, de maatschappelijke benaming opgeven".

Het ontwerp van wet op het schriftelijk onderwijs bevat geen opheffingsbepalingen.

De ontwerp-begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur voor het jaar 1964 (Gedr.st., Senaat, zitting 1963-1964, nummer 5 - XIX) bevat echter een artikel 12, dat de Koning machtigt tot het organiseren van onderwijs in de vorm van schriftelijke cursussen, ter voorbereiding op examens voor de centrale examencommissies van het secundair onderwijs. Het tweede lid van dat artikel valideert de organisatie van dat onderwijs over de begrotingsjaren 1959 tot 1963.

Mocht het onderhavige ontwerp wet worden vóór het einde van het begrotingsjaar 1964, dan zou artikel 12, eerste lid, van de begrotingswet moeten worden opgeheven en zou het tweede lid van hetzelfde artikel eventueel moeten worden gewijzigd.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.